

LA FILIERE ELECTRONIQUE

L'enjeu central du programme d'action filière électronique (PAFE) était la maîtrise de l'ensemble de la filière (composants, bureautique, électronique, etc.)

Les investissements nécessaires à la réussite du PAFE ont été chiffrés à 140 milliards de francs sur cinq ans, à la charge des industries pour 80 milliards (soit 16 milliards de francs par an environ) et de l'Etat pour 60 milliards (soit 12 milliards par an environ répartis entre le ministère de l'Industrie, la Défense et les PTT).

En 1983, les engagements de l'Etat ont été tenus puisque selon le ministère de l'Industrie, 11 milliards ont été consacrés à la filière dont 3,5 milliards de dotations aux groupes nationalisés.

Pas de politique conjoncturelle

Mais en dehors de tout jugement de valeur sur les orientations des Plans industriels du gouvernement, on est frappé de voir à quel point l'élaboration de ces plans a nui à la défense à court terme des positions de l'industrie française face aux offensives de l'offre étrangère.

On comprend en effet que la logique des nationalisations ait conduit le gouvernement à nommer d'abord les nouveaux dirigeants avant de leur faire définir les plans d'entreprise. Mais le PAFE est précisément venu s'intercaler entre ces deux événements. Du coup, les dirigeants se sont vus imposer en même temps un plan largement conçu en dehors d'eux et des décisions conjoncturelles souvent contraires à leurs propres logiques de développement.

L'exemple du Mini-32 bits, où Sems s'est vu interdire une stratégie de coopération technologique avec les Etats-Unis sans qu'on ait pu à l'époque lui donner les moyens — à elle ou à CII-HB — de lancer les études sur un produit français qui aurait pu voir le jour dès 1983, est un exemple frappant de cette situation.

Du côté de la clientèle, le contrôle par les pouvoirs publics d'un très important secteur nationalisé et public n'a jusqu'à maintenant pu être mis à profit pour redresser la part des constructeurs nationaux. A cet égard, la lenteur ou l'absence de décisions administratives après les rapports Mehl et Lemoine, ne rassurent guère.

Groupes nationalisés et gouvernement

Une deuxième raison explique également la lenteur des évolutions structurelles, c'est l'antinomie qui s'est très vite créée entre les dirigeants des groupes nationalisés et l'administration de tutelle : le ministre de la Recherche et de l'Industrie. Ainsi la CGE a-t-elle longtemps résisté avant d'accepter la perte de son groupe d'une unité économique performante telle que l'est TRANSAC et qui de plus s'inscrivait d'après elle, harmonieusement dans sa stratégie de bureautique. Ainsi Thomson avait-il déjà entrepris une stratégie intégrée

de bureautique et d'informatique autour de Sems et de DAP, stratégie finalement désavouée par le gouvernement car non cohérente avec la construction d'une CII-HB puissante, seul pôle français de l'informatique. Mais il a alors fallu régler le problème de CIMSA dont l'activité était en même temps étroitement liée aux autres divisions de Thomson et à son fournisseur principal, la Sems. Inévitablement, les problèmes de frontière sont donc apparus, ce qui lié à la lourdeur des opérations de cession, a finalement retardé l'ensemble des opérations. Ce n'est qu'en avril 1983 que la réorganisation rentre dans une phase opérationnelle, après une période de plus de deux ans d'incertitude...

On peut après les événements de 1982 s'interroger sur la signification réelle du contrôle du nouveau secteur nationalisé par les pouvoirs publics et sur la difficulté de rendre cohérente une planification sectorielle avec des exigences de politiques d'entreprise.

Malgré les affirmations de l'ancien ministre de l'Industrie, le mode de contrôle de l'administration est bel et bien resté dans la tradition française : souvent tatillon et agissant sur le très court terme, sans avoir toujours une vue stratégique suffisamment fondée. Curieusement, le PAFE a repris à son compte le « dogme » de J.P. Brulé, l'ex-patron de CII-HB sur la nécessité, comme condition de survie, du contrôle minimal de x parts de marché. Conséquences : le choix d'un pôle unique par secteur, parfaitement contradictoire avec la réalité du tissu industriel français ; la nécessité de redécoupage dont le bénéfice éventuel ne pouvait apparaître qu'à moyen terme mais qui, dans un premier temps ont suscité des oppositions importantes aussi bien de la part des directions d'entreprises que du personnel.

Quelles étaient les chances du PAFE ?

Les idées sous-jacentes au développement du PAFE ne sont guère contestables :

— L'importance des investissements dans le domaine de l'informatique a été largement sous-estimée, aussi bien par les pouvoirs publics que par les groupes industriels (1).

— L'industrie française est souvent dispersée (cas de la mini-informatique notamment) et souvent absente ou très faible dans les domaines en très forte expansion (micro-informatique bas de gamme, péri-informatique, etc.).

— La liaison recherche-développement/industrie s'effectue très difficilement en France, malgré la qualité des études théoriques de l'INRIA et les efforts qu'entreprend depuis quelques années l'ADI pour assurer le relais « application » des recherches françaises.

— La notion d'intégration amont-aval ou de filière est essentiel et l'industrie doit pouvoir s'assurer la maîtrise

industrielle depuis les composants en passant par l'architecture jusqu'aux logiciels d'applications et aux usages dédiés.

La partie chiffré du Plan — qui n'a d'ailleurs jamais été rendue publique — comportait des éléments simplificateurs parfois contestables :

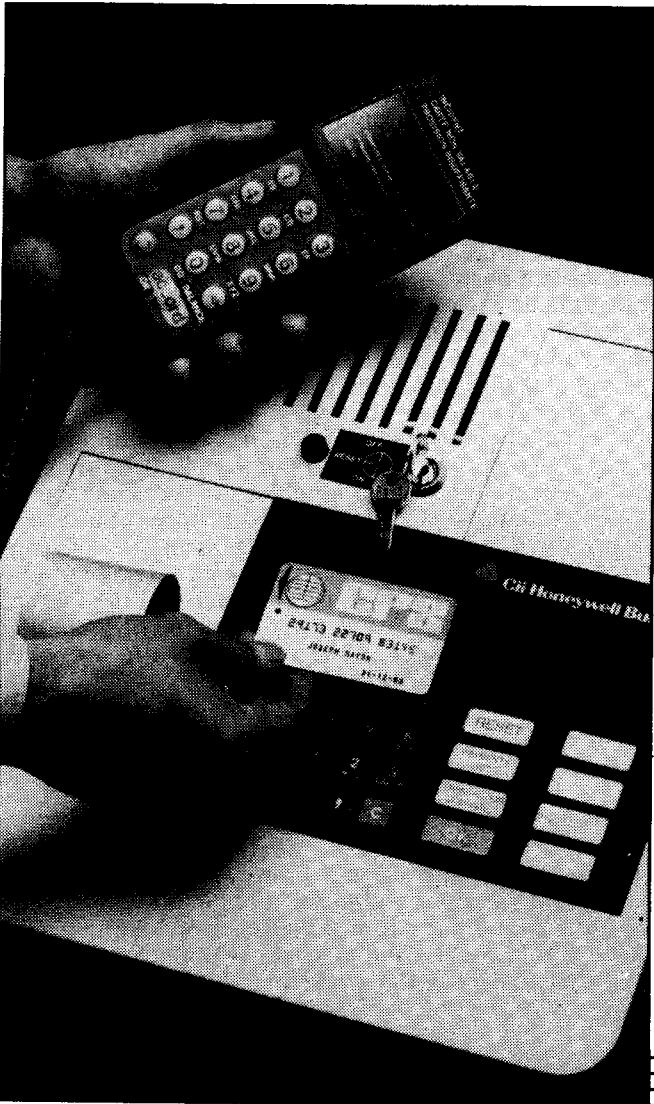
- d'abord les calculs de balance commerciale n'étaient guère homogènes avec ceux des Douanes et de la Banque de France puisque l'on ne s'intéressait ni à IBM, ni aux autres entreprises d'origine étrangère ayant une activité de production en France. Or le développement de ces activités de production sur le territoire français a eu une incidence décisive sur la balance commerciale et cet aspect avait été négligé dans le PAFE ;

- les calculs sur le développement de l'emploi avait été faits avec des hypothèses de gains de productivité très grossières (4,5 % par an sur toute la filière) sans doute insuffisantes pour assurer la compétitivité de l'industrie française au niveau international. Les perspectives de développement de l'emploi ont de ce fait été sur-estimées ;

- les hypothèses sur la croissance de la production ne paraissaient pas totalement déraisonnables, + 8,4 % par an en francs constants, mais elles supposaient un maintien d'une large part de la production en France aussi bien des constructeurs nationaux que des filiales d'entreprises étrangères. La part des constructeurs nationaux dans cette production doit passer de 37,5 % à 43,3 % ce qui là encore ne paraît pas déraisonnable, mais suppose en même temps un rattrapage du retard sur les années 1981-1983 où le pourcentage a diminué et une mise en œuvre rapide de politiques d'utilisation

Logique des plans sectoriels

ou logique du marché, où est la cohérence ?



du secteur administratif et public ;

- le montant total des « aides » pour l'informatique : 13 milliards sur 5 ans (il s'agit d'ailleurs plus de besoins de financement que d'aides) était certes nettement plus élevé que les financements publics accordés par les précédents gouvernements, mais il ne permettait certainement pas le financement de tous les projets de la filière informatique. Ainsi le projet de très gros ordinateur scientifique, puis le projet « briques » pour la mini-informatique ont-ils été mis en question. (Cf. « La montagne a accouché d'une souris » dans ce dossier).

Les hypothèses de stratégie industrielle et technologique, très claires dans le rapport Farnoux, n'apparaissent plus aussi nettement dans le PAFE et leur contenu semble avoir évolué au cours des négociations avec les dirigeants des entreprises du secteur et à la suite de certaines négociations internationales (exemple de l'électronique grand public). Ainsi le concept de maîtrise nationale de la filière dont le contenu détaillé n'a d'ailleurs jamais été complètement explicité en informatique, a-t-il progressivement perdu du poids par rapport aux urgences de renouvellement des gammes et des réorganisations industrielles et commerciales (...)

Degré de réalisation du PAFE

La production française pour l'ensemble de la filière, se situe à 135 milliards de francs contre 115 milliards de francs en 1982 : + 17,4 % en francs constants, soit (en tenant compte d'une inflation de 9,6 %) une progression en francs constants de + 6,7 %, inférieure de près de 2 points au taux espéré.

Quant à la balance commerciale de la filière, la Diéti estime cette année le déficit à 6,3 milliards de francs (2) contre 11,1 milliards. C'est donc une réduction de moitié et la stabilisation des déficits de l'informatique comme des composants est un signe encourageant.

Enfin, la reconquête du marché intérieur est un objectif qui reste largement à l'ordre du jour ; des résultats des constructeurs français, on ne peut pour l'instant conclure là aussi qu'à la stabilisation d'une situation insatisfaisante.

Au plan de l'autonomie technologique, l'idée de filière est quasiment abandonnée. En témoignent l'arrêt du projet brique de base de la Sems et surtout l'arrêt des préétudes sur le calculateur scientifique. Bull intègre à son catalogue de plus en plus de produits étrangers : mini 32 bits de Ridge, station bureautique de Convergent, etc.

Globalement les pouvoirs publics ne semblent plus s'opposer aux projets de coopération avec les firmes étrangères, même si ces projets se traduisent en perte de maîtrise technologique pour la France. La nouvelle priorité du gouvernement, en informatique comme ailleurs, est de favoriser le retour rapide des entreprises à une situation bénéficiaire et la création d'emplois industriels. Pour y arriver, il laisse de fait une plus large part d'autonomie aux entreprises nationales et réduit également le contrôle « technologique ».

**Extraits des rapports Syndex 82 et 83
devant le Comité central d'entreprise de CII-HB**

1) Le montant des aides publiques entre 1965 et 1981 (hors contrats d'achats) s'élève à 9 milliards de francs 81 / alors que pendant la même période l'aide à l'espace s'élève à 36 milliards de francs et 220 milliards pour l'électronucléaire.

2) Dont 5 milliards pour l'informatique ; les évaluations de la Diéti recomposant les statistiques douanières, d'où les écarts.